



MEDITERRANEAN CITY-TO-CITY MIGRATION

ÉTUDE DE CAS DE VILLE TANGER

SOUTIEN MUNICIPAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR L'INTÉGRATION
SOCIALE DES MIGRANTS À TANGER

COHÉSION SOCIALE

SOCIÉTÉ CIVILE

SERVICES DE BASE

DROITS DE L'HOMME

TANGER

Mise en oeuvre par



Cette étude de cas a été développée dans le cadre du projet européen MC2CM, Migration Ville à Ville en Méditerranée, un projet coordonné par l'ICMPD et financé par l'Union européenne et l'Agence suisse pour le développement et la coopération. Le projet MC2CM travaille depuis 2015 avec les villes d'Amman, Beyrouth, Lisbonne, Lyon, Madrid, Tanger, Tunis, Turin et Vienne au renforcement des connaissances sur la migration urbaine.

En outre le projet cherche à entretenir un dialogue entre pairs et un apprentissage réciproque sur les défis urbains spécifiques tels que la cohésion sociale, le dialogue interculturel, l'emploi et la mise en place de services de base pour les migrants, entre autres. Cette étude de cas a été choisie par la municipalité de Tanger afin de présenter un cas pratique contribuant à l'inclusion sociale des migrants au niveau local.

LA VILLE DE TANGER SOUTIENT LES INITIATIVES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE POUR PROMOUVOIR LA COHÉSION SOCIALE ET POUR FACILITER L'ACCÈS AUX SERVICES DE BASE ET AUX VALEURS DES DROITS DE L'HOMME DES MIGRANTS

RÉSUMÉ

Tanger est située à l'extrémité Nord-Ouest de la pointe du Maroc, constituant un passage entre les continents africain et européen. Compte tenu de sa position géographique, la ville de Tanger possède une longue histoire de migrations et a connu différents profils migratoires. Alors que les migrants privilégiés arrivant des pays du Nord sont largement acceptés et bienvenus, les migrants à faibles revenus originaires d'Afrique sub-saharienne sont perçus comme une population à problèmes ou une menace pour la ville.

En décembre 2014, le gouvernement national a adopté la Stratégie Nationale pour l'Immigration et l'Asile, une stratégie intégrée qui définit l'immigration comme une opportunité économique, sociale et cultur-

elle plutôt qu'une menace. La municipalité de Tanger reconnaît sa responsabilité humaine et facilite l'accès aux services de base tels que le logement, la formation et la santé. Cependant, les autorités municipales agissent avec des ressources financières limitées et peuvent souffrir d'un manque de communication et de coordination efficaces entre les niveaux locaux, régionaux et nationaux, ce qui entrave la mise en place d'une approche globale d'intégration des migrants. Pour remplir ses responsabilités, la ville de Tanger encourage activement les organisations de la société civile à mettre en place des partenariats avec les acteurs gouvernementaux locaux sur les questions de migration. En 2016, la ville de Tanger a ainsi apporté son soutien à cinq organisations de la société civile par le biais de partenariats.

ARRIÈRE-PLAN ET OBJECTIFS

Tanger compte environ 950 000 habitants¹ et constitue un passage entre les continents africain et européen. Pendant des siècles, la ville a été un espace de mobilité et a vu se rencontrer des populations originaires de différentes régions, faisant émerger un melting-pot de cultures. Les résidents de Tanger sont généralement fiers des nombreuses civilisations et cultures qui ont façonné l'histoire et l'identité de la ville. Toutefois, malgré le caractère international de Tanger, la ville connaît une expérience contrastée en matière d'immigration.

Les migrants vivant à Tanger viennent principalement d'Europe, du Moyen-Orient et de l'Afrique sub-saharienne. Alors que les migrants privilégiés arrivant des pays du Nord de la Méditerranée sont largement acceptés et bien accueillis dans la société, les migrants d'Afrique sub-saharienne, qui considèrent Tanger pour la plupart comme une halte dans leur voyage vers l'Europe, sont perçus comme une population à problèmes ou une menace pour la ville.

Cette perception s'est accrue après l'adoption des politiques d'immigration restrictives de l'espace Schengen au début des années 2000, qui a bloqué de nombreux migrants sub-sahariens sur les côtes nord-africaines, comme à Tanger.² En 2016, les étrangers officiellement enregistrés constituaient 0,55% de la population totale de Tanger mais selon certaines estimations ce chiffre serait supérieur. La même année, des organisations de la société civile ont estimé qu'entre 25 000 et 40 000

migrants non enregistrés vivaient au Maroc, la grande majorité habitant dans les villes de Tanger, Tétouan et Nador.³

En décembre 2014, le gouvernement national a adopté la Stratégie nationale pour l'immigration et l'asile, une stratégie intégrée définissant l'immigration comme une opportunité économique, sociale et culturelle plutôt qu'une menace. Cette stratégie répond aux problèmes humanitaires (droits de l'Homme, discrimination, trafic d'êtres humains et intégration) et facilite l'accès à la santé, la formation, le logement et l'emploi. En outre, elle définit la responsabilité partagée des acteurs des pouvoirs publics en appliquant une meilleure gouvernance nationale, régionale et internationale et une coopération accrue.⁴ Dans ce contexte, la municipalité de Tanger reconnaît sa responsabilité dans le traitement digne de toute personne vivant à Tanger, en fournissant à tous un accès aux services de base tels que logement, formation et santé. Toutefois, les autorités municipales agissent dans un contexte de faible décentralisation avec des ressources limitées et par conséquent, manquent de ressources humaines et de financements pour mettre en œuvre une approche globale de la migration au niveau urbain.⁵

¹ MC2CM Profil Migratoire de Ville, Tanger, 2017

² Ibid.

³ Bither, Küppers, & Ziebarth, 2016

⁴ UNDP, 2017

⁵ MC2CM Profil Migratoire de Ville, Tanger, 2017

MISE EN ŒUVRE

Au niveau municipal, les procédures traitant la question des migrants arrivant dans la ville de Tanger ne répondent à aucune norme. En outre, il n'existe pas de services décentralisés du ministère en charge de la migration au niveau de la ville de Tanger ni de mécanisme de gouvernance à multi-niveaux. Par conséquent, il n'existe pas de processus fixe réglementant la réception et l'orientation de nouveaux migrants, à la manière de procédures et/ou services spécifiques pour les migrants vulnérables tels que les mineurs non accompagnés ou les personnes âgées.

L'incapacité à promouvoir une approche globale de la migration à Tanger est largement la conséquence de la limitation des ressources humaines et financières car la ville ne dispose pas d'un budget réservé à la gestion de la migration. Cette incapacité est exacerbée par un manque de données statistiques sur les schémas migratoires dans la ville.⁶ Toutefois, ces problèmes doivent également être considérés dans le contexte d'une réforme de la décentralisation initiée par le gouvernement et le roi du Maroc après l'agitation politique de 2011. La réforme était destinée à renforcer l'efficacité et la transparence des institutions publiques afin d'améliorer la participation politique. Cependant, le calendrier de la décentralisation n'est pas suffisamment avancé à ce jour et les principales lois et réglementations n'ont pas encore été adoptées. Cela constitue un problème significatif pour l'intervention gouvernementale au niveau local.⁷

En l'absence d'un cadre municipal global et d'une approche multi-niveaux de la migration, des organisations de la société civile ont émergé pour combler certains manques. Dans le cas de Tanger, ces groupes sont devenus de plus en plus actifs dans le domaine de la migration. Ciblant largement les migrants originaires d'Afrique sub-saharienne, les groupes de la société civile de la ville proposent des services visant à accroître la cohésion sociale et l'accès des migrants aux services de base et droits fondamentaux. S'inscrivant dans le cadre de la nouvelle politique de décentralisation, la ville de Tanger incite activement les organisations de la société civile à s'associer avec des acteurs gouvernementaux locaux autour des questions migratoires, et finance le fonctionnement de ces organisations. Cette collaboration avec la société civile permet à la ville de Tanger d'assumer indirectement ses responsabilités en matière migratoire, palliant ainsi la faiblesse du cadre réglementaire dans lequel elle opère. C'est notamment le cas de l'Association Tadamon (**solidarité**).

L'ASSOCIATION TADAMON

L'Association Tadamon pour le soutien des enfants en difficulté a été créée en 2001 et est basée à Tanger. Son objectif premier est l'intégration des migrants, et les principaux bénéficiaires sont des femmes et des enfants issus de communautés défavorisées au sein de la population locale et migrante.

⁶ Ibid.

⁷ Houdret & Harnisch, 2017

Entre autres initiatives, l'association s'investit pour améliorer le «Centre de protection des enfants» de la ville. L'association travaille en coopération avec des institutions publiques et des organisations non gouvernementales locales et internationales pour permettre aux enfants d'accéder à l'instruction et faciliter l'accès aux cours d'alphabétisation et de formation au droit pour les femmes.

En outre, l'Association Tadamon organise des programmes d'animation et de loisirs comme outil d'amélioration de la cohésion sociale entre les migrants et la communauté d'accueil. En s'appuyant sur cette approche, l'association a initié un **Festival des Arts des Migrants** à Tanger qui a eu lieu en avril 2017⁸. Le Festival a permis aux migrants de la région sub-saharienne de réaliser des performances culturelles et donc, leur a offert une plateforme pour présenter leurs traditions et pratiques culturelles. Le Festival visait une sensibilisation multiculturelle, contribuant à améliorer la compréhension entre différentes cultures, l'effacement des barrières culturelles et la promotion de la cohésion sociale et culturelle entre les migrants et la communauté d'accueil.

FINANCEMENT ET RESSOURCES

La ville de Tanger détermine un budget annuel pour le soutien des organisations de la société civile selon des directives fixées. À l'heure de la rédaction de ce document, l'équipe de recherche ne disposait pas d'autres détails relatifs aux sommes engagées et aux conditions d'allocation.

RÉSULTATS ET EFFETS

En 2016, cinq organisations de la société civile ont reçu le soutien financier de la ville de Tanger pour leurs actions dans le domaine de la migration. La ville a constitué un comité qui supervise le processus d'appel d'offre et a évalué les demandes des organisations.

De plus, chaque province du Maroc dispose à présent d'un Comité des affaires civiles et sociales qui décide et définit les priorités dans le domaine en question. L'une de ces priorités définies est d'accroître les capacités des migrants et de renforcer leurs opportunités sociales et économiques.

LIMITES ET DÉFIS

À Tanger, les principales limites et les problèmes liés à la migration concernent l'intégration économique, sociale et culturelle. Le manque d'expertise, de ressources financières et la communication et coordination limitées entre les autorités locales, régionales et nationales perturbent la mise en œuvre d'une approche globale de la gouvernance migratoire, et retardent toute décision sur l'inclusion des migrants à l'échelle de la ville. Une autre difficulté découle de tensions sociales «provenant d'une antipathie croissante entre les migrants et les réfugiés, donnant lieu parfois à de violentes confrontations».⁹

⁸ Association Tadamon, 2017

⁹ Bither, Küppers, & Ziebarth, 2016, p. 17

Concernant les initiatives prises par les organisations de la société civile, un défi émergent est lié au fait que leurs approches sont souvent sélectives. Le risque est de voir se multiplier les efforts visant des «migrants présentant un potentiel élevé d'intégration réussie et de négliger les migrants qui se trouvent déjà dans des situations difficiles».¹⁰

ENSEIGNEMENTS

Ces dernières années, on a pu observer à Tanger une évolution de la perception de la migration au niveau du gouvernement local. Celle-ci est liée aux efforts nationaux déployés, tels que l'introduction de réformes de la décentralisation et l'adoption de la **Stratégie nationale pour l'immigration et l'asile** en 2014. Elle est en outre associée à la reprise économique qu'a récemment connue Tanger. En conséquence, l'offre de travail a augmenté, conduisant les autorités municipales à tirer profit de l'attraction que représente la ville pour les migrants de l'intérieur et de l'extérieur, et à revoir la migration comme un moteur de l'économie. En effet, avec l'expansion et le développement du port de Tanger, il existe un besoin croissant de travailleurs peu qualifiés. Cela dit, à ce jour, la ville de Tanger n'a pas instauré de nouvelles mesures d'intégration axées sur le marché du travail. Alors que l'attitude changeante envers la migration est une évolution souhaitable, il existe également un risque que la distinction se poursuive entre les migrants qualifiés et non qualifiés.

Malgré les incertitudes concernant les initiatives d'origine gouvernementale pour l'intégration des migrants, la municipalité témoigne de son intérêt à développer ses connaissances dans ce domaine. On constate, entre autres, son implication dans des programmes d'échange de pratiques, tels que le projet Migration Ville à Ville en Méditerranée (MC2CM). Un développement heureux, compte tenu du fait que les bonnes pratiques avaient rarement été documentées et communiquées aux intervenants dans le passé, ce qui a réduit l'effet de levier des initiatives existantes. Bien géré, un échange actif pour la formation «pourrait permettre la capitalisation, l'échange et le développement des bonnes pratiques et des leçons apprises»¹¹ et pourrait contribuer à une approche globale, à intervenants multiples, de la migration à Tanger. L'implication de la ville de Tanger dans le fonctionnement de réseaux d'échange peut potentiellement accroître encore la sensibilisation à ces problèmes. Des campagnes favorisant la cohésion sociale par l'intégration économique, sociale et culturelle des migrants pourraient être lancées ainsi que des opportunités de formation pour que les autorités locales développent une expertise locale.

¹⁰ Ibid., p. 18

¹¹ Bither, Küppers, & Ziebarth, 2016, p. 19

REFERENCES

Cette étude de cas s'appuie sur des informations du Profil Migratoire de Ville de Tanger, préparé dans le cadre du projet MC2CM, et a été complétée par:

- Bither, J., Küppers, I., & Ziebarth, A. (2016). A Tale of Three Cities: New migration and integration realities in Istanbul, Offenbach and Tangier. Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ).
- UNDP. (2017). Mainstreaming Migration Into National Development Strategies. Visité le 5 décembre 2017: <http://www.mainstreamingmigration.org/country-overview/morocco>
- Houdret, A., & Harnisch, A. (2017). Decentralisation in Morocco: The current reform and its possible contribution to political liberalisation. Bonn: Deutsches Institut für Entwicklungspolitik.

L'exemple de l'initiative prise par la société civile s'appuie sur des informations écrites diffusées par l'Association Tadamon et sur des informations publiées sur son site internet:

- Association Tadamon. (2017). FAM Tanger. Visité le 31 octobre 2017: <http://famtanger.com/>

Aucun entretien n'a eu lieu.

Cette étude de cas a été rédigée par Katrin Hofer sous la coordination de Barbara Lipietz et de Tim Wickson de la Bartlett's Development Planning Unit (DPU), University College of London (UCL) et du Comité UCLG sur l'intégration sociale, la démocratie participative et les droits de l'Homme, dans le cadre du projet MC2CM.

Co - financé par l'Union Européenne



Co - financé par



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



 @urban_migration
 icmpd.org/mc2cm
 mc2cm@city-to-city.org